

# Nucléaire : Débats bidons ?

Stéphane Lhomme  
Porte-parole du Réseau « Sortir du nucléaire »

L'énergie nucléaire a été imposée en France depuis des décennies sans même que les citoyens ne puissent donner leur avis sur la question. Or, signe des temps, quatre débats publics viennent d'être organisés en quelques semaines, respectivement à propos du projet de réacteur nucléaire EPR, des lignes THT associées, des déchets radioactifs, et enfin du projet de réacteur ITER.

La démocratie serait-elle enfin de mise concernant le nucléaire ? Nous allons voir que nous sommes encore très loin du compte.

D'abord, les débats organisés par la Commission nationale du débat public (CNDP) sont purement consultatifs, les décisions étant in fine prises, aujourd'hui comme hier, par le pouvoir politique. On est donc bien loin de la véritable démocratie participative inventée à Porto Alegre, où les habitants sont même habilités à affecter collectivement une partie du budget municipal.

Toutefois, la CNDP n'a pas manqué de rappeler que les débats peuvent tout de même influencer les décisions ce qui, en effet, est théoriquement possible. Hélas, concernant le nucléaire, la réalité a été une nouvelle fois fort décevante. Ainsi, les parlementaires ont adopté la construction du réacteur EPR le 13 juillet 2005, AVANT même l'ouverture du débat public sur ce réacteur et du débat sur les déchets radioactifs.

Logiquement, les principales organisations de protection de l'environnement ont décidé le boycott, et l'ouverture du débat sur l'EPR a été repoussée de septembre à novembre, le temps que des intervenants « de rechange » ne soient recrutés.

Des experts et certaines associations ont néanmoins accepté de participer à un « débat sur le débat », en particulier sur la question des informations classées : en effet, la CNDP a été amenée à censurer la contribution du Réseau « Sortir du nucléaire » qui faisait

état d'un document « secret défense » concernant l'EPR. C'était la démonstration, si elle était encore nécessaire, que le nucléaire est par nature une industrie soustraite au contrôle citoyen, quels que soient le nombre et la qualité des débats.

Les associations et collectifs opposés à l'enfouissement des déchets radioactifs, ainsi que le Réseau « Sortir du nucléaire », ont aussi boycotté le débat de la CNDP sur les déchets : en effet, une des revendications qu'ils comptaient porter était qu'il fallait, avant tout, arrêter au plus vite de produire des déchets radioactifs. La décision préalable de construire l'EPR - futur producteur de déchets - rendait donc intenable la participation au débat.

Notons aussi que le débat sur le réacteur ITER (fusion nucléaire) a été organisé début 2006, après qu'ait été signé un accord international décidant la construction de cette installation. Sans surprise, les associations antinucléaires ont aussi boycotté ce qu'elles ont considéré comme une parodie de démocratie.

Mais, envisageons - hypothèse semble-t-il totalement incongrue ! - que les débats sur la question du nucléaire se déroulent AVANT les prises de décision. Que faut-il penser des débats de la CNDP ?

Peut-on croire que les décideurs politiques sont susceptibles de tenir compte des avis exprimés dans ces débats ? Très clairement, concernant le nucléaire, nous n'en croyons rien. En effet, en France, l'atome est une idéologie avant même d'être une technologie. La quasi-totalité du personnel politique est acquise au nucléaire. Nous ne croyons pas un seul instant que, à la fin d'un débat, on nous dise « *Bon, vous nous avez convaincus, nous n'allons pas décider de la construction du réacteur nucléaire EPR* ». Il n'existe pas une chance sur un million que ce scénario se produise.

De fait, même si ce n'est pas la volonté des membres de la CNDP, les débats publics servent in fine à donner une apparence démocratique à des décisions

prises comme autrefois et par les mêmes personnes qu'autrefois (ou leurs « dignes » successeurs).

C'est exactement ce qui se passe concernant les projets de réacteurs EPR et ITER, présentés comme les aboutissements de processus démocratiques ! Quant au débat sur les déchets, il a fait apparaître une supposée alternative, concernant les déchets les plus radioactifs : enfouissement profond ou stockage en surface (ou sub-surface). Mais, même si cette hypothèse a pu être brièvement évoquée, il n'est absolument pas ressorti du débat public qu'une bonne option serait d'arrêter au plus vite de produire de tels déchets. Le pouvoir et l'industrie nucléaire sont donc ressortis renforcés de ce débat.

Alors que faire ? Il faudrait un « vrai » débat (mais ils sont toujours présentés ainsi !), faisant un véritable bilan de 50 ans de nucléaire en France, comptabilisant en particulier les sommes inouïes d'argent public

investies et qui permettent de faire apparaître indûment l'électricité nucléaire comme étant bon marché.

Mais surtout, puisqu'on nous fait toujours valoir qu'il n'y a pas de consensus pour arrêter le nucléaire, il faudrait revenir au débat originel : il n'y avait pas non plus consensus pour commencer le nucléaire ! Cette industrie n'aurait donc jamais dû exister et ce sont les pronucléaires qui devraient être réduits à manifester vainement pour la construction de centrales nucléaires.

Il apparaît donc que le seul débat qui vaille n'est pas un débat technique tronqué (« Faut-il un nouveau réacteur tout de suite ou dans quelques temps ? » ; « Faut-il enfouir les déchets radioactifs ou bien les garder à la surface ? ») mais un débat actant de l'illégitimité de l'industrie nucléaire et décidant de revenir à la situation originelle, quand il n'y avait pas de centrales atomiques. ■